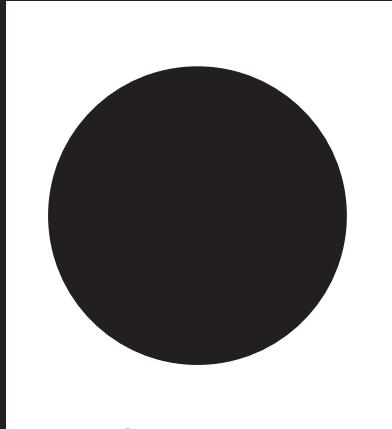




Élections



n° 27

Editorial [28]

Olga Zrihen [29]

Ils ont le droit d'être jeunes mais à condition d'être "sérieux"!

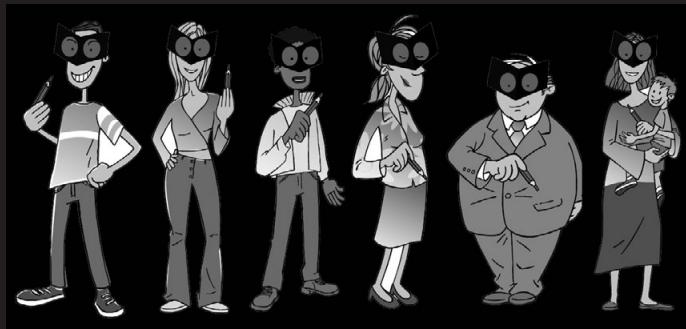
Majo Hansotte [34]

Jeunes : les nouvelles formes d'engagement

CRISP [37]

Primovotants :
les élections, un moyen de reconnaissance ?

Références utiles [38]



ARTICULATIONS

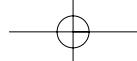
Dossier réalisé par Florence Darville, Claire Frédéric,
Jean-Luc Manise et Morfula Tenecetzis

Centre Socialiste d'Education Permanente

RPM Nivelles 0418.309.134.

rue de Charleroi, 47 - 1400 Nivelles

tél. : 067 /89 08 50 - 067 /21 94 68 - fax : 067 /21 00 97 - Courriel : infos@cesep.be



Articulations



Editorial

Février 2005, les centres culturels locaux, les mouvements d'éducation permanente du Brabant wallon et le Centre Culturel du Brabant Wallon (CCBW) posent différents constats préoccupants, la méfiance croissante du grand public à l'égard de la sphère politique, le rejet de la notion d'Etat, de services au public, ... Ces derniers craignent de voir poindre à nouveau les votes de méfiance, de défiance voire de rejet des partis démocratiques constatés lors des élections législatives.

Plutôt qu'un appel incantatoire à la citoyenneté, la volonté des différents partenaires était bien de sensibiliser l'électeur au droit et au pouvoir qu'il a d'agir sur la société à laquelle il appartient, le vote étant un des leviers démocratiques sur lequel il peut s'appuyer : " Ton **pouvoir**, c'est ta **voix** ! "

Ton pouvoir, c'est ta voix !(1)

Dès janvier 2006, derrière ce slogan, ces partenaires initient une campagne orientée prioritairement vers les primovotants et largement relayée par la presse quotidienne. Chacun s'est emparé d'outils, que ce soient la réalisation et la diffusion d'un DVD mettant en scène ce que serait la réalité si l'extrême droite remportait les élections, une étude chiffrée sur l'état du Brabant wallon et de ses 27 communes dans les matières sociales, culturelles, de santé doublées de revendications en matière de politiques sociales, du logement,... ou encore des cafés citoyens où chacun participe au débat politique, où questions et points de vue se confrontent.

Ne me casse pas les urnes !(2)

Pour notre part, nous avons choisi de consacrer ce dossier Articulations à une analyse de la relation d'un électeur, jeune, qui vote pour la première fois en raison de son âge et d'un élu, qui à l'heure où

Articulations est un dossier composé d'interviews, d'analyses contribuant aux débats traversant l'actualité politique, sociale, culturelle et économique.

Des points de vue contradictoires d'acteurs ou d'observateurs impliqués de près qui permettent à chacun de se forger ses propres convictions et de se mêler de ces questions qui nous concernent tous.

Ce numéro " Elections " a été conçu dans la perspective des prochaines élections communales et provinciales en soutien à la campagne Ton **pouvoir**, c'est ta **voix**.

en France, les jeunes manifestent leur colère, leur indignation, leur mise au ban, doit prendre en compte des intérêts, des enjeux " jeunes ".

Pourquoi cette analyse ?

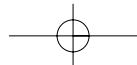
Entre 2000 et 2006, il y a eu " Porto Allegre " où des délégations des différents partis se sont rendues pour s'inspirer de nouvelles formes de démocratie participative. Qu'en est-il aujourd'hui ? En Belgique ? Existe-t-il de nouvelles pratiques politiques des élus sachant que la commune a été, dans l'histoire de nos régions, la première et, pendant des siècles, la seule forme existante de souveraineté populaire ou de démocratie. Que dire de la participation des jeunes ? Existe-t-il aujourd'hui de nouvelles formes d'engagement politique ? Sont-elles ou non prises en compte par les élus ? Rappelons enfin, qu'en 1981, est voté le droit de vote pour les belges à partir de 18 ans ; qu'en 1999 est reconnu le droit de vote conditionné pour les étrangers européens et enfin qu'en 2004, est promulgué le droit de vote conditionné pour les étrangers non européens. Certains jeunes sont dès lors aujourd'hui, à la veille des élections communales, " doublement primovotants ".

Ces événements ont émaillé la vie politique belge et nous amènent à penser qu'il y a eu, qu'il y aura des changements dans les pratiques politiques des élus et des électeurs.

Ce dossier est assorti de références utiles destinées aux "ambassadeurs" qu'ils soient enseignants, animateurs, formateurs, parents, élus, adultes...ou jeunes

Des utopistes inguérissables ?

Nous reprendrons volontiers ici, pour conclure, les propos de Marie-Colette Wuyts, qui dans son travail de fin de formation(3) nous dit : "je voulais citer la conjugaison du verbe participer , proposée en introduction



Articulations

par des jeunes, pour une réunion de la commission cohésion sociale du conseil de l'Europe, sur la participation. Je participe, tu participes, il, elle participe, nous participons, vous participez ...

Ils décident...C'est très parlant, beaucoup d'associations ou de politiques insistent aujourd'hui sur ces valeurs essentielles : la démocratie, la participation citoyenne, par contre d'un point de vue concret, on en arrive à cette manière de conjuguer le verbe " participer ". Les participants n'ont pas leur mot à dire dans la prise de décision. Participer, c'est aussi avoir du pouvoir...

Elle rajoute, pour conclure : deux idées qui me viennent en tête. Quand je pense à la participation de chacun, la première est que " si chacun porte un morceau du paquet, la part de chacun devrait être moins lourde ", l'autre est qu'il est temps que les personnes concernées se mobilisent pour leur avenir, et nous pouvons les stimuler. Pour encadrer ceci, je voudrais citer la définition de Julius Nyerere sur l'enjeu du changement : " On ne développe pas l'homme : il se développe par lui-même. C'est par ce qu'il fait qu'il se développe, par ses propres décisions, en comprenant mieux ce qu'il fait et les raisons pour lesquelles il le fait, en augmentant ses compétences et ses capacités et en participant entièrement lui-même, sur un pied d'égalité avec les autres, à la vie de la communauté au sein de laquelle il vit ".

Et encore P. Freire avec l'idée de faire avec eux et pas pour eux : " La participation peut-être à la fois un outil et une fin en soi. Sa mise en œuvre repose sur l'idée, fort simple, qu'on ne peut résoudre valablement les problèmes d'une population sans que cette population ne soit associée à l'analyse, à l'expression et à la résolution de ces problèmes. "

A une époque où la propriété, la production, les bureaucraties et les flux de pouvoirs et de capitaux tendent à la centralisation, peut-on, comme nous l'avions fait en 2000, dans notre précédent dossier Articulations n°6, aspirer à une société fondée sur des options locales et participatives prenant en compte le citoyen quel que soit son âge sans avoir l'air d'utopistes inguérissables ?

Claire FREDERIC

1. Pour toute information sur la campagne " Ton pouvoir, c'est ta voix ! " Caroline Dunsiki - Centre Culturel du Brabant wallon - Rue Belotte, 3 1490 Court-Saint-Etienne - 010/62.10.30 Courriel : info@ccbwb.be

2. " Ne me casse pas les urnes ! " est un slogan tiré d'une " tempête " de cerveau des centres culturels locaux et des organisations d'éducation permanente du Brabant wallon. Ces derniers préparent une action commune en vue des élections communales d'octobre 2006

3. " De la participation... à l'acquisition de la reconnaissance " Marie-Colette Wuyts - Conduite de Projets Culturels et Sociaux

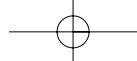
Entretien avec Olga Zrihen

**Ils ont le droit d'être jeunes mais à condition d'être " sérieux " !
C'est inacceptable !**

Olga Zrihen est née à Casablanca. Louviéroise aujourd'hui, elle s'est distinguée dans l'action culturelle, l'éducation permanente, le syndicalisme enseignant et la cause des femmes. Parlementaire européenne sortante, elle fut, au cours de la législature qui s'achève, de tous les combats en faveur des droits de l'Homme et de la Femme, de l'émancipation sociale, pour la liberté d'expression et le renforcement de la citoyenneté européenne, dans une harmonie multiculturelle. Elle se bat pour que l'Europe libérale ne soit pas une fatalité. Convaincue que la seule mondialisation acceptable est celle du progrès, de la justice et de la liberté, elle soutient l'expression du choix libre d'hommes et de femmes libres. Olga Zrihen est aussi conseillère communale à La Louvière.

Depuis les élections communales précédentes, il y a eu " Porto Alegre " ?, un événement auquel des délégations des différents partis se sont rendues. Vous y étiez. En quoi consistait ce rendez-vous ?

Dans un lieu où se déroulait une expérience alternative de gestion municipale novatrice, des associations, des mouvements se rencontrent pour partager une autre vision de l'évolution du monde différente de celle que la rencontre annuelle du G8 (rencontre des 8 superpuissances économiques) voulait imposer. La résistance à la vision du G8 n'a pas toujours été facile. Face à la pensée unique globalisée prônant " une seule voie de développement économique " et un seul mode de vie en société possible, la société civile s'est emparée des enjeux fondamentaux de l'organisation économique et sociale et a proposé via des débats, des rencontres, d'autres alternatives, dont un autre mode d'organisation, plus participatif en disant qu'un autre monde est possible. Un autre monde que celui du G8. Un monde où les citoyens ont leur mot à dire et où ils peuvent s'exprimer sur la manière dont le monde doit se construire. Il s'agit bien là d'une volonté de changement, d'une stratégie de résistance.



Articulations

Entretien avec Olga Zrihen

Cela a donné lieu à cinq rencontres : trois au Brésil, une en Inde et une " décentralisée ". Cette dernière avait à la fois lieu sur le continent africain et en Amérique latine. Les thématiques sont assez changeantes mais elles se rapportent toujours à la construction d'un autre monde, d'un monde de paix, un monde où les hommes et les femmes sont égaux, un monde où il y a une répartition équitable des richesses, un monde où l'on décide qu'il y a des biens universels communs que l'on ne peut pas mettre sur le même pied que les produits commerciaux.

Pourquoi le forum social a choisi Porto Alegre ?



Porto Alegre (capitale de la région du Rio Grande Do Sul au Brésil), est depuis 1989 un modèle du genre par sa résistance à la misère et au processus d'exclusion sociale.

Sa municipalité avec son administration populaire y a développé des projets axés sur l'inclusion sociale et sur le plein exercice de la citoyenneté avec comme symbole et comme indicateur le budget participatif. Cette initiative permet aux habitants de participer aux décisions, de suivre et de surveiller les investissements dans la municipalité selon des priorités décidées conjointement.

Ce modèle est considéré par l'O.N.U. comme un des 40 meilleurs modèles de gestion publique urbaine. Plus de 50.000 personnes sur une population de 1.300.000 habitants participent aux réunions et aux plénières qui ont lieu dans toutes les " régions " de la ville. L'arrivée du Président brésilien Lula est une conséquence de cette dynamique.

30

Depuis lors, certaines pressions économiques et l'orientation plus conservatrice de l'actuel gouvernement compromettent ce principe participatif.

Lula est lui-même actuellement confronté à la lenteur que prennent les réformes. Les plus radicaux lui reprochent de ne pas aller assez vite et de ne pas aller assez loin. Le principe de la démocratie participative fonctionne bien mais face à la réalité de la vie quotidienne, les citoyens veulent que cela aille plus vite. Les contingences administratives d'organisation et les besoins des habitants ne sont pas dans le même rapport au temps et parfois " ça coince " !

Pourquoi vous êtes-vous rendue sur place ?

Pour moi, c'était important de voir en action la société civile souvent peu entendue dans nos pays. Il faut bien avoir en tête que tout cela s'oppose : d'un côté le G8, un modèle descendant, et de l'autre côté, le forum social mondial, un modèle de la participation.

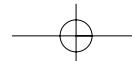
Le G8 sont les " super puissances " qui se réunissent, contrôlent et imposent leur vision du monde. Face à elles, ce sont des associations, des mouvements qui se sont réunis, coordonnés et ont prouvé leur capacité d'organisation, de résistance. A chaque rencontre, des milliers de participants répartis dans différents ateliers où des économistes, des sociologues, des politiques et des citoyens du monde entier ont partagé leur analyse. Je trouvais important de participer à cette grande réflexion, cette université populaire, ce grand brassage d'idées confrontant les points de vue des différents continents. Et d'avoir enfin, de vrais débats de politique, c'est-à-dire des débats de gestion de la cité.

Là-bas, nous avons compris que face aux enjeux dont on ne mesurait pas concrètement tout l'impact sur chaque continent, la priorité était de redonner la parole au citoyen, ça paraissait évident !

En Belgique comme ailleurs, le citoyen considère souvent superflu, voire inintéressant de se déplacer pour participer à des réunions d'information politique. Peut-être la parole a-t-elle été largement confisquée, ou qu'elle n'est pas assez écoute. Il y a des pays, où ce droit aussi élémentaire n'existe même pas et on ne mesure pas les conséquences de cette impossibilité de communication collective.

Les rencontres, dans des ateliers, d'experts et de citoyens ont permis grâce au débat et à l'information de mieux comprendre les mécanismes de la globalisation des systèmes et de pouvoir pointer les enjeux communs : la dette (mortelle pour certains pays), la bataille de l'eau, la place des femmes partout dans le monde.

Les femmes sont très présentes dans les débats, structurent une vision de la société, elles revendentiquent le droit de parole et le prennent parfois au péril de leur vie. Ici on est au quota policé, organisé, ajusté, ... On a vu dans ces rencontres de manière très claire ce qu'était l'exploitation quand le commerce n'est pas équitable. C'est une chose de le dire c'est une autre chose de le voir et c'est une troisième de l'entendre et de partager la réalité du quotidien des gens.



Articulations

Entretien avec Olga Zrihen

La représentation de l'Europe qu'ont les citoyens des autres pays sont très encourageantes pour nous qui voulons aussi une autre Europe. Pour eux, l'Europe représente une certaine puissance qui certes ne fait pas tout ce qu'elle devrait faire. Mais elle garde son statut de puissance d'intermédiation, d'un autre pôle de valeurs.

Suite à cet évènement, serions-nous face à de nouvelles pratiques de démarches citoyennes et sont-elles transposables en Belgique ?

Je pense que c'est applicable mais il faut une volonté politique pour le faire et aussi une éducation citoyenne. Par exemple, en matière de budget participatif, il s'agit de déterminer les priorités du développement territorial dans une zone. Déterminer ces priorités, c'est parler de sociologie, d'économie, des rapports institutionnels de manière simple, ce qui n'est pas évident. Ensuite, il faut livrer le budget.

Celui qui possède ces informations est évidemment celui qui peut commander, organiser et structurer la vie dans la cité. Par ailleurs, les individus, les groupes doivent arriver à se projeter dans le temps et mesurer l'ordre des priorités. Il y a une responsabilité par rapport aux actes que l'on pose. Tout cela, je pense que les habitants peuvent le faire mais cela demande un investissement de temps, un investissement pédagogique, un investissement démocratique de part et d'autre !

Est-ce qu'une des causes de la désaffection du public, du citoyen n'est pas sa mise à l'écart de la décision ?

Je crois que le citoyen a trouvé pratique pendant des années de déléguer son pouvoir et ses responsabilités. Et tant que ça a marché, qu'il n'y a pas eu de soucis, pourquoi devait-il s'en préoccuper ? Aujourd'hui, le débat ne porte pas sur le fait que le public veuille avoir plus de pouvoir, veuille en savoir plus ou participer à la gestion de la cité. Il veut surtout savoir ce qui se passe et comprendre pourquoi on ne lui donne pas ce qu'il estime être son dû, pourquoi certains continuent à bien vivre et d'autres à vivre de moins en moins bien. Les gens essayent de trouver les failles. Ils n'ont pas tort, mais ils ne sont pas forcément demandeurs de plus de responsabilisation dans la gestion des affaires publiques. Tant que cela allait bien, personne

ne s'est préoccupé de la manière dont celles-ci étaient gérées mais maintenant que ça va mal, il y a de plus en plus de gens qui se préoccupent de savoir comment cela dysfonctionne.

Nous assistons alors à un repli sur soi, chacun essayant d'organiser sa vie tout en essayant de tirer le maximum de tout ce qu'il peut. Lorsque les questions se posent, il existe peu d'espace de débats, de confrontations, d'échanges de point de vue même si la communication n'a jamais été aussi démultipliée.

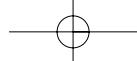
Une difficulté supplémentaire, me semble-t-il, est que le mandataire politique ne "déambule" plus dans sa ville. Il n'est plus autant interpellé en direct. Avant, il était l'homme ou la femme de la cité. Comme l'habitant a besoin de "son" facteur, de "son" policier de quartier, il a besoin aussi de "son" mandataire de quartier. Quand les gens ne me parlent pas, je m'en inquiète. Quand il n'y a plus d'échange, la démocratie de base ne fonctionne pas ! Et il n'y a pas pire que le silence des mécontents.

Qui est dépositaire de l'éducation à la citoyenneté ?

Être citoyen c'est une pratique. C'est une pratique qui commence avec des choses très élémentaires. Être citoyen c'est d'abord être responsable de ses actes car ils ont un impact sur le groupe. C'est la première éducation que l'on doit poser dans une famille : je suis un individu, j'appartiens à un collectif.

Ensuite, l'école a un rôle fondamental à jouer dans la citoyenneté pas seulement dans des cours mais dans les modèles mêmes de structuration du système scolaire. Tous les acteurs de l'école sont des référents, depuis le concierge jusqu'au directeur. Ils sont les acteurs d'une mini société, d'un microcosme. Ils sont des représentants d'un fonctionnement démocratique et citoyen. Rentrer dans une école, c'est rentrer dans un dispositif de règles, on peut demander qu'elles soient appliquées et elles doivent aussi être évaluées.

Et surtout, il s'agit de reconnaître qu'il existe d'autres lieux de négociation du vivre ensemble. Il faut arrêter de faire du saucissonnage. Je quitte ma maison : je suis quelqu'un, j'arrive à l'école : je suis quelqu'un d'autre, je sors de l'école : je suis une troisième personne, je rentre chez moi : une quatrième,... Le citoyen pour moi c'est d'abord quelqu'un de global qui a une responsabilité de tous les instants. Il faut donc un apprentissage mais il faut aussi une pratique et des modèles : "une méthodologie de la citoyenneté"...



Articulations

Entretien avec Olga Zrihen

D'après vous, qui êtes conseillère communale, en quoi, où et pourquoi un jeune s'intéresserait-il à la vie politique communale ?

Il y a deux aspects qui motivent les jeunes à s'intéresser à la vie politique communale : les loisirs et les services administratifs. Pour le premier, le jeune estime que ses loisirs sont de la responsabilité publique : les concerts, l'événementiel,... Pour l'aspect administratif, c'est quand il se fait arrêter parce qu'il jette un papier en ville, quand il fait trop de bruit avec sa moto ou qu'il tombe sur un contrôle de police. C'est par ces deux biais que les jeunes découvrent souvent la commune.

Mais à côté, il existe le réseau associatif dans lequel on retrouve les centres de jeunes où sont proposés des activités, des stages, des loisirs et où on leur donne aussi la possibilité de se rencontrer, de prendre une parole jeune aux travers de différents modes d'expression. A La Louvière, par exemple, il y a le JAC : Jeunes acteurs citoyens qui est le conseil communal des jeunes, organisé à l'initiative du centre de jeunes Indigo.

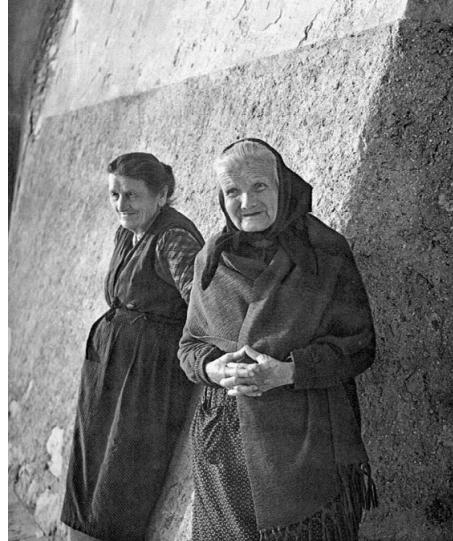
Ces conseils communaux de jeunes sont organisés dans plusieurs communes. Les jeunes sont invités à travailler ensemble, à prendre des décisions. Ils ont une situation concrète à analyser avec un problème à résoudre et doivent travailler collectivement sur une proposition de loi, voir de quelle manière ils peuvent la modifier, quels sont les modes de négociation, que doit-on accepter pour pouvoir transformer la loi. Dans certaines villes, ils fixent eux-mêmes l'ordre du jour. Un vrai exercice de responsabilité et de travail.

Reconnaissons qu'il y a des jeunes qui sont motivés et facilement mobilisables, d'autres qui le sont moins. Il y en a qui viennent au début et que nous ne verrons plus en fin de parcours peut-être parce que le rapport au temps n'est pas le même chez les jeunes que chez les adultes, il y a aussi une impatience. Pour eux, savoir que telle mesure sera applicable dans un an, semble très, trop tard même car c'est aujourd'hui qu'ils en ont besoin.

En quoi et pourquoi les élus communaux s'intéresseraient-ils aux préoccupations des jeunes ?

C'est avant tout une option, un positionnement politique de l'élu le renvoyant à ses choix, ses convictions.

D'une manière générale, on affirme que les jeunes sont essentiels au développement de la société. Mais dans la pratique, quand leur mode de vie est en tension avec le mode de vie des adultes, les débats deviennent plus difficiles. Pour construire un espace de vie communal "jeunes admis", il faut négocier et parfois rappeler à certains qu'ils ont aussi été jeunes.



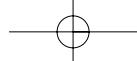
Je suis un individu, j'appartiens à un collectif.

Il serait inconcevable que les jeunes n'aient pas le droit de sortir le soir, de faire de la musique, de s'amuser. On les stigmatise vite, très vite. Nous devons négocier un vivre ensemble sinon cela devient insupportable. Mais, jamais personne ne dira qu'il ne s'intéresse pas aux jeunes. Les plaines de jeux, les espaces sportifs sont majoritairement prévus pour eux. Toutefois, il existe peu d'espaces où ils sont "autonomes". Ils ont le droit d'être jeunes mais à condition d'être sérieux ! Ces jeunes en liberté surveillée, je trouve que ce n'est pas acceptable. Il faut une négociation, une occupation partagée des territoires entre les anciens, les moins jeunes et les jeunes. Ces derniers devront apprendre à respecter les limites, les règles de la vie en société. Il s'agit là aussi de gestion de la cité. Je l'ai dit, les jeunes sont essentiels dans le développement d'une cité car ils amènent une série de dynamiques, d'ouvertures, ils sont un potentiel d'avenir et ils sont extraordinaires quand ils se mobilisent.

Les jeunes s'occupent beaucoup de politique quand il s'agit d'humanitaire... parce que ça leur parle vite et concrètement.

Quelles sont les questions auxquelles un mandataire communal devrait répondre ?

Il y a plusieurs préoccupations que nous devrions pouvoir prendre en compte. Il faudrait leur permettre une plus grande mobilité sans que cela ne leur coûte. L'information doit leur être accessible de manière permanente et régulière, que ce soit par des bornes Internet, des bibliothèques, des espaces publics. Donc qu'ils aient accès aux zones de savoirs et d'informations.



Articulations

Entretien avec Olga Zrihen



Dans la vie on peut tout faire mais il faut se mouiller.

En ce qui concerne l'organisation des loisirs, il faut absolument une concertation pour savoir ce qui les intéresse. Je pense que les jeunes ont besoin d'événementiel. Il faut des moments forts dans une cité pour se sentir lié à la cité. Il faut une ville très ouverte avec des gens qui viennent de l'extérieur, des mixités sociales et culturelles.

Surtout, il ne faut pas laisser le cœur de la ville se développer en laissant les quartiers périphériques, où il y a beaucoup de jeunes, s'éteindre. Il faut responsabiliser les jeunes sur des enjeux tels que l'intergénérationnel. Ils ont quelque chose à dire non seulement aux plus âgés, mais surtout aux plus jeunes, en les aidant, en étant des pilotes de la vie dans la cité. Le dialogue passe mieux entre personnes de générations proches.

Il y a aussi une responsabilité dans l'entretien de la ville, dans son développement, dans la construction de son image, sa beauté. Je suis pour des conseils de la société civile aux côtés des mandataires; ces concertations se font entre les générations pour que les gens se parlent un maximum.

Et surtout, il faut un espace de suggestions assorti d'un budget jeune car un jeune bouillonne d'idées. Il est important de l'assortir de ce budget sinon ce ne sont que des paroles, du vent. Il faut donner des signes clairs, montrer que les choses changent. Il y a des initiatives très chouettes comme l'Agora Space. La région wallonne met à disposition un espace sportif quasiment clé sur porte, il faut que la ville mette à disposition un animateur à temps plein. C'est un moyen pour y faire toute une série d'activités et de nouveautés.

Est-ce que ce genre d'initiatives touche beaucoup de jeunes ?

Là où elles sont installées, ces agora marchent assez bien. Je pense que cela dépend de comment l'animation des jeunes est conçue dans une ville, c'est un moyen pour aller à leur rencontre. Si l'animation est mobile avec différents interlocuteurs, il y a beaucoup de choses qui peuvent se passer, très positives.

De même si les maisons de jeunes ne touchent pas tous les jeunes cela reste un point d'attache fort pour certains. La maison de jeunes doit être un espace qui existe aux côtés de l'école, de la famille, car elle permet à certains jeunes de souffler. C'est important d'avoir cet espace " autre " où des projets se développent.

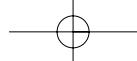
Cela peut aussi être un espace virtuel où ils peuvent aller chercher un certain nombre de plaisirs et de loisirs.

Enfin, ce sont aussi tous ces projets exceptionnels qui peuvent être des points d'accroche. A La Louvière, le centre de jeunes était sur le projet du carnaval des loups. Les jeunes ont fait du design, ils ont dessiné les costumes, fait les maquillages, la chorégraphie, des photos... créant dans sa suite une association permanente. C'est un élément fédérateur, une étape dans la participation d'un jeune dans sa cité. Évidemment la maison de jeunes sera vide, si elle a un horaire 9h-16h et il y en a qui fonctionnent comme ça !

La politique des jeunes c'est une volonté politique partagée ! Dans la vie on peut tout faire, mais il faut se mouiller !

33

**Propos recueillis à La Louvière,
le 17 mars 2006 - Florence Darville**



Articulations

Entretien avec Majo Hansotte

Jeunes : les nouvelles formes d'engagement

Pouvez-vous nous résumer votre parcours ?

J'ai commencé par l'enseignement, comme professeur de français, langue maternelle et de littérature. Très vite, l'enseignement m'a déçue.

Je pense que c'est un milieu qui évolue mal ; une importante révolution culturelle est à faire au niveau de l'enseignement. Les mauvais résultats des enseignements primaire et secondaire le montrent mais l'immobilisme est très lourd. A titre d'exemple, je pense que les professeurs devraient préster toutes leurs heures à l'école et intervenir à plusieurs en permanence dans une classe.

A la suite de cette déception, j'ai demandé un détachement en Maisons de jeunes pour découvrir un autre milieu, que j'ai d'ailleurs beaucoup aimé. J'ai fait cela pendant six ans. Ensuite, j'ai dû retourner dans l'enseignement secondaire et plus particulièrement dans les sections professionnelles et techniques. J'y ai travaillé avec des élèves de tous les milieux.

J'ai cependant gardé un pied dans l'associatif et j'ai évolué vers un approfondissement de l'Éducation populaire qui est l'inverse de l'éducation scolaire. L'Éducation populaire, ce sont toutes les démarches qui cherchent à rendre aux gens leur dignité, leur sens critique, leur capacité politique en particulier s'ils ont été maltraités par l'école. L'Éducation populaire est liée à l'histoire du mouvement ouvrier, qui a promu cette éducation pour avoir des militants ou des délégués syndicaux efficaces sans qu'ils soient pour autant bardés de diplômes.

Cela m'a passionnée et j'ai fait un long trajet dans l'Éducation populaire en me formant et en intervenant parallèlement. J'ai travaillé pour les associations d'Éducation permanente, pour les Maisons de jeunes, pour des associations syndicales et ce depuis 1984.

Comme ce parcours m'intéressait beaucoup, et que j'estimais manquer de référents assez pointus pour travailler de manière profonde, j'ai entrepris une thèse sur la notion de citoyenneté. Cette notion est constamment rabâchée et très souvent trahie, c'était devenu un mot bateau, à un point tel que cela dégoûtait les gens. J'ai cherché à clarifier la notion et surtout les méthodologies qui sont liées à la citoyenneté. J'ai mené ma thèse pendant cinq ans avec différents acteurs de terrains : Maisons de jeunes, associations, ... et enseignants. Car l'enseignement doit préparer à la citoyenneté, sans pré-

tendre être un lieu de citoyenneté. Penser qu'il puisse l'être est une erreur, il ne l'est pas plus que l'administration ou l'hôpital.

Ma thèse a donné lieu à un ouvrage : " Les intelligences citoyennes "(1) : un cadre de travail enrichi constamment par les gens de terrains avec qui j'ai évolué. Actuellement, je travaille à mi-temps au BIJ(2). Et l'autre mi-temps, j'interviens à la demande dans les associations pour soutenir des démarches autour des intelligences citoyennes.

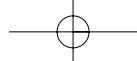
Pouvez-vous nous présenter l'Agora Jeunes Citoyens ? AJC : Agissez !

En partenariat avec la Fédération des Maisons de jeunes, le Bureau International Jeunesse a mis sur pied en septembre 2005, une grande rencontre internationale appelée " Agora Jeunes Citoyens " invitant les jeunes à s'exprimer comme citoyens afin qu'ils puissent définir quelles étaient les urgences pour le 21ème siècle et qu'ils puissent les faire avancer.

Cette rencontre a représenté en soi une vaste consultation de jeunes. Les thèmes et préoccupations des jeunes d'aujourd'hui en matière d'engagement citoyen s'y dessinent clairement. Un groupe de 15 jeunes de Wallonie et de Bruxelles a préparé et animé l'événement avec les organisateurs. En septembre 2005, à la Marlagne (Wépion - Namur), 80 jeunes de 15 pays différents, d'Europe, du Québec, d'Afrique et d'Amérique du Sud se sont réunis. L'invitation a été mise sur le site internet du BIJ, la seule condition de participation était pour les jeunes d'avoir déjà mené un projet citoyen dans leurs pays.

En résumé, l'AJC a été construite comme une petite cité citoyenne rassemblant différentes pratiques possibles pour entrer dans l'espace public démocratique(3). Ces différentes pratiques permettent la construction d'opinions pluralistes et la mise en œuvre d'un agenda citoyen. Elles permettent aussi d'apprendre et de faire vivre les fonctions citoyennes, autrement dit les registres d'interventions que les citoyens peuvent utiliser pour s'engager : la médiation éthique, l'expression créative, la conscientisation critique, la délibération publique, la gestion participative. Ces fonctions classiques ont été vécues " grandeur nature " dans les différents espaces citoyens au cours de l'AJC :





Articulations

Entretien avec Majo Hansotte

La médiatisation éthique et novatrice :
L'espace radio, l'espace presse écrite, le forum médias, les soirées vidéo engagées....



L'expression créative:
L'espace expression théâtrale, l'espace café libre (les soirées)

La conscientisation critique:
L'espace performances citoyennes.

La délibération publique:
Le café citoyen et son débat avec des invités politiques sur " les jeunes acteurs de leur localité ".

La gestion participative et solidaire :
L'espace échanges de pratiques : développement durable, commerce équitable, budget participatif, avec simulations de gestion participative.

Quelles sont les conclusions que l'on peut tirer de l'AJC ?

D'abord, les jeunes ont, de manière évidente, la passion du politique ; probablement plus que pendant les années 80 où c'était un peu triste. Car il ne faut pas confondre la gestion des États en lien avec des mandataires de partis et l'engagement politique en tant que tel. " Politique " en français a en effet deux sens : assurer des responsabilités institutionnelles d'une part et d'autre part s'engager pour le bien commun ou l'intérêt général à travers des associations, des collectifs, des manifestations diverses.

De nombreux jeunes marquent leur distance à l'égard des structures traditionnelles des partis, encore que certains s'y intéressent. Il ne s'agit pas d'un rejet de ces structures, toutefois, ils préfèrent développer leur engagement à travers des collectifs horizontaux. Ceux-ci se mobilisent sur une question, sur une urgence et ils se dissolvent après. De même, on constate un engagement dans des courants alternatifs comme l'alter mondialisme. Voilà une des formes de l'engagement actuel qui marche assez bien.

Ensuite, je pense que s'impose comme deuxième conclusion de cette AJC que les jeunes sont moins intéressés que précédemment par les clivages idéologiques. S'ils s'engagent, c'est pour faire avancer une question concrète : peu importe la filiation idéologique d'un parti, si celui-ci prend à bras le corps les problématiques qui les tracassent. Il faudrait que les partis en prennent rapidement conscience, car c'est une forme d'engagement très valable. On peut craindre, en effet, une coupure regrettable entre les hommes politiques et les jeunes.

Une autre évolution se manifeste aussi : les jeunes s'engagent politiquement de plus en plus à travers des registres créatifs : le net, les journaux en ligne, la musique, le théâtre, l'affiche, la vidéo, la photographie, ... Les formes de l'engagement deviennent créatives, expressives et diversifiées(4).

Donc les jeunes ne sont pas dépolitisés mais nous assistons à de nouvelles formes d'engagements. Qu'est-ce qui a motivé ces changements ?

En effet, ils ne sont absolument pas dépolitisés. Comme je l'ai déjà dit ils le sont beaucoup moins que dans les années 80, où parler d'engagement paraissait incongru. Actuellement, il y a une renaissance. Il y a un élargissement de la notion de l'engagement politique. Le politique s'est étendu à tous les domaines de la vie pour changer les choses en mieux. Plusieurs explications peuvent éclairer les raisons de ces changements.

Pour Alain Touraine(5), il y a trois grands paradigmes qui ont prévalu dans l'accès des gens à la démocratie et à la citoyenneté.

Le premier : le référent politique. Au 18ème siècle, il fallait lutter contre les inégalités de naissance, les conquêtes politiques étaient essentielles.

Le deuxième : le référent social. Le 19ème siècle, sa situation industrielle avec une énorme paupérisation et exploitation des gens a entraîné l'apparition des référents sociaux qui ont prévalu jusqu'il y a peu. On se définissait alors par sa classe sociale. Maintenant, avec la déstructuration des corporations, les référents à un groupe professionnel deviennent très fluctuants, la multiplication du nombre de métiers exercés par une personne au cours de sa vie l'empêche de se définir comme métalloy, prof, ...

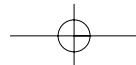
Le troisième : le référent culturel, c'est-à-dire le droit de s'exprimer, de débattre, de critiquer, de proposer des utopies, de faire avancer les choses. C'est une vision qui est liée à l'aspect positif de la mondialisation et à la place que le culturel prend dans la manière dont les gens situent leur rapport au monde.

De même, le foisonnement des moyens de communications donnent de plus en plus d'idées. Sur le net, il y a 1001 idées, en matière d'interventions citoyennes : des pièces de théâtre, d'affiches, de ballets, ... Les modes d'expressions du monde entier circulent tellement que ça donne envie de les utiliser y compris pour faire avancer les choses de la vie. Evidemment, ces deux explications sont liées.

35

Comment ces nouvelles formes d'engagement peuvent-elles s'insérer dans le processus politique traditionnel ?

Le processus politique traditionnel renvoie la gestion de l'État de droit par des mandataires liés à des partis. Toutefois, le cœur des démocraties n'est pas d'abord les partis politiques et la gestion des États : le cœur, c'est l'espace public, c'est-à-dire toutes les façons que nous avons de nous engager avec d'autres pour faire avancer l'intérêt général à travers un affrontement et des débats permanents.



Articulations

Entretien avec Majo Hansotte

Les États de droit n'ont de légitimité que s'ils ont en face d'eux un espace public extrêmement vivant, local et mondial. C'est ça l'essentiel : que les jeunes aient de plus en plus les moyens de faire vivre cet espace public et de dire aux hommes et aux femmes qu'ils ont élus : " on est d'accord avec vous, on ne l'est pas, on vous surveille, on vous conteste, on vous suggère, ... " Qu'ils soient constamment en dynamique forte avec leurs hommes politiques. Ceux-ci ont tout à y gagner parce qu'à ce moment-là, ils ont à la fois une légitimité et des garde-fous.

Pour que des jeunes accèdent aux partis politiques, et c'est la même question pour les femmes, il faudrait que l'ambiance et l'organisation interne des partis se modifient et que les hommes politiques abandonnent la langue de bois. Ce mouvement est en cours mais reste encore trop timide. A l'heure actuelle, les jeunes sont peu représentés dans les différents parlements. Il y a là vraiment un défi pour les partis. Il me semble que la meilleure façon de faire serait de renforcer le niveau communal et le niveau international dans la sensibilisation politique des jeunes, les niveaux fédéral, communautaires et régional me paraissent mobilisables dans un deuxième temps.

En effet, le niveau communal, parce que c'est du concret proche et le niveau mondial, parce que les jeunes vivent à l'heure mondiale.

Ainsi, l'enjeu de rajeunir les bourgmestres et les conseillers communaux est vraiment très intéressant : de rajeunir le bourgmestre et faire en sorte que les jeunes s'intéressent à la politique communale. Pour les grandes causes internationales, c'est le rôle des organisations de jeunesse, des Maisons de jeunes et surtout du Conseil de la Jeunesse d'Expression Française (CJEF) de promouvoir l'engagement des jeunes. Soulignons que pour le moment, le CJEF n'est pas suffisamment dynamique, il devrait d'ailleurs être repensé.

36

De qui relève la sensibilisation à l'engagement politique ? Est-ce que l'école doit s'en charger afin de toucher tous les jeunes ?

Pour moi, le rôle de l'école est d'informer les jeunes sur le fonctionnement des structures démocratiques. Je ne comprends même pas que l'on doive en discuter, cela devrait faire partie des contenus obligés de la même façon que l'on fait les maths et les sciences : comprendre ce qu'est un parlement, comment fonctionne l'État belge, comment fonctionne l'Europe, ... Mais cela relève de l'information et non pas de la sensibilisation. Le rôle de l'école n'est pas de sensibiliser les jeunes à l'engagement citoyen, ce qui risquerait de les en dégoûter. L'école c'est l'école.

A l'école, en effet, les jeunes sont pris dans un rapport de tutelle, un peu comme les employés avec leur patron. C'est comme si on demandait aux patrons de sensibiliser leurs employés à l'engagement politique : c'est aberrant ! L'école doit donner un éclairage, montrer que l'engagement existe à travers des articles de presse, des ouvrages de littérature, des démarches d'information sur le Net,... donner les informations nécessaires pour comprendre le fonctionnement d'un pays et de l'Europe.

L'implication volontaire des jeunes dans l'espace public recourt à la dynamique associative qui doit jouer ce rôle de moteur.

Pour moi, la meilleure façon pour l'école de soutenir l'engagement des jeunes, c'est d'encourager ceux-ci à aller dans les associations étudiantes et autres associations. Et leur dire que s'ils ne sont pas d'accord avec l'école, c'est là qu'ils vont avoir du pouvoir. Une telle option est également vraie pour les enseignants : c'est dans les associations enseignantes et dans les syndicats qu'ils auront du pouvoir et non pas dans l'école.

Un enjeu central pour le secteur associatif : donner aux jeunes la capacité de construire une question publique. Comme leur engagement porte sur des questions concrètes, la grande difficulté méthodologique est de transformer ces questions concrètes en questions publiques, c'est-à-dire valables pour eux mais aussi pour l'ensemble de la population et formulées d'une façon suffisamment pertinente pour que l'on puisse en faire quelque chose. Les jeunes sont là, ils ont des choses à dire, mais ils n'ont pas toujours les moyens de formuler une question publique de façon politique, en prenant "politique" dans le sens premier du terme : l'engagement pour la chose commune : l'engagement politique, c'est quand je m'intéresse au vivre ensemble, à la rue, au quartier, au monde, ...

**Propos recueillis le 20 mars 2006
à Bruxelles - Florence Darville**

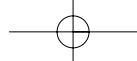
1. Majo Hansotte : *Les intelligences citoyennes : comment se perd et s'invente la parole collective*; De Boeck, Nouvelles édition 2005.

2. BIJ : bureau international de la jeunesse.

3. L'espace public démocratique : tous lieux où l'on peut s'engager librement pour faire savoir son opinion et se battre pour plus de justice sociale.

4. Par exemple L'ATSA, Action Terroriste Socialement Acceptable, est un organisme canadien à but non lucratif fondé en 1997 par les artistes Pierre Allard et Annie Roy qui crée des œuvres d'interventions urbaines sous forme d'installations, de performances ou de mises en scènes réalistes faisant foi des aberrations sociales, environnementales et patrimoniales qui les préoccupent. : www.atsa.qc.ca

5. Touraine, Alain : né en 1925, sociologue français de l'action sociale et des mouvements sociaux. TOURAIN, Alain, Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Paris, Fayart, 2005.



Articulations

Entretien avec Pierre Blaise - CRISP

Primovotants : les élections, un moyen de reconnaissance ?

Pour la première fois, les étrangers non européens ont la possibilité, sous certaines conditions, de s'inscrire aux prochaines élections communales. Lors du scrutin précédent, en 2000, les électeurs étrangers ressortissants d'Etats membres de l'Union Européenne pouvaient devenir électeurs et candidats. Avec des résultats décevants : moins d'un électeur potentiel sur cinq a effectué cette démarche. Pourtant, leur poids électoral, toujours potentiel, est important : ils étaient en 2000 près de 500.000. Existe-t-il une "représentation" de ce public et plus largement des primovotants ? Existe-t-il des actions, une communication ciblées à leur égard ?

Pierre Blaise, secrétaire général du CRISP : " A ma connaissance, il n'y a jamais eu d'étude faite à propos de la problématique des primovotants : l'analyse de ces électorats et de leurs comportements électoraux reste à faire. Il y a bien sûr un certain nombre d'actions qui sont entreprises à leur égard et il y a sans doute une prise de conscience de l'importance de ce public nouveau. Il faut distinguer deux catégories. Il y a les jeunes, qui font l'objet de démarches et d'attentions particulières notamment via les organisations jeunes dont chaque parti est doté. Et puis il y a les électeurs d'origine étrangère. L'accroissement considérable de leur nombre, surtout en région bruxelloise, a constitué une donne importante des dernières élections et de nombreuses listes se sont efforcées de refléter par leur composition la diversité ethnique de la population. Dans une commune en particulier, Saint-Josse-ten-Noode, en région bruxelloise, des comptages officieux ont été effectués par des candidats à partir de listes d'électeurs avant les élections régionales de 1995 et 1999, sur base de patronymes : les électeurs de nationalité belge d'origine arabe sont passés de 9,5 % à 18,1 % et ceux d'origine turque de 4,8 % à 12 %. C'est un processus qui a commencé en 1985, avec la loi Gol et les mesures successives destinées à faciliter l'accès à la nationalité belge. Puis il y a eu les nouvelles dispositions en application du traité de Maastricht qui donnent aux étrangers en provenance des autres pays membres non seulement le droit de vote, mais aussi la possibilité d'être candidat. Enfin, il y a la deuxième vague avec l'extension du droit de vote aux étrangers non européens, sous certaines conditions : il faut nécessairement résider depuis 5 ans sans interruption en Belgique, s'engager à respecter les lois du peuple belge et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, engagement que ne doivent pas prendre les autres électeurs. Pour les prochaines élections, le nombre d'électeurs potentiels étrangers non ressortissants d'un État membre de l'Union européenne est de l'ordre de 118.000 pour le pays."

10 % de la population concernée.

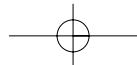
Pierre Blaise : " En terme de représentation, je soulignerai l'existence d'instances consultatives, essentiellement communales, qui existaient déjà du temps où le droit de vote n'était pas ouvert aux étrangers. Assez répandus dans le courant des années

1970, les conseils consultatifs communaux ont connu des destins différents et nombre d'entre eux ont disparu. Ils permettaient qu'une parole puisse s'exprimer, indépendamment du contexte des élections en préambule desquelles le monde politique et le secteur associatif mettent en place des réunions d'information, des débats pour expliquer la chose politique, le fonctionnement d'une commune, la manière dont notre démocratie fonctionne. Dans certaines communes, des instances consultatives ont également vu le jour pour les jeunes. Des initiatives sont par ailleurs prises pour amener les jeunes à s'intéresser aux élections et à la vie politique, notamment dans des écoles. Par rapport aux étrangers non européens, il y a pas mal d'actions en cours pour promouvoir le vote, expliquer les conditions pour pouvoir voter, les formalités à remplir. La législation communale et la législation électorale communale étant régionalisées depuis 2001, on va sans doute assister à des initiatives différentes dans les trois régions..."

Ainsi, de manière officielle, la Région de Bruxelles-Capitale prévoit d'envoyer un formulaire d'inscription à tous les électeurs étrangers potentiels. Le CBAI et l'association néerlandophone Foyer en Région bruxelloise (à la demande du gouvernement régional) et les Centres régionaux d'intégration regroupés au sein de la Fécri en Région wallonne, en collaboration avec divers organismes et pouvoirs publics, préparent des campagnes d'information et de sensibilisation (brochures, affiches, spots télévisés diffusés par les télévisions locales en Communauté française, etc.)."

Voter pour être pris en compte

Pierre Blaise : "Sensibiliser les primovotants à l'importance du vote est un enjeu très important. De la part de personnes qui, pendant 30 ou 40 ans ont été écartées du débat électoral et de la part des jeunes, il y a souvent une méconnaissance du fonctionnement démocratique, et un désintérêt de la chose publique. Or c'est important de voter, et de bien voter. Il faut savoir ce que disent les partis politiques, connaître le contenu de leur programme. Certains votants se laissent parfois guider par la sonorité du nom du parti. Or une fois au pouvoir, les décisions que les élus prennent



Articulations

Entretien avec Pierre Blaise - CRISP

ment ont un impact direct sur eux. Il est très important pour les primovotants, comme pour tout citoyen, de choisir qui va les représenter. Il faut être attentif à ce que ces représentants soient sensibles aux problématiques auxquelles ils sont confrontés. Les élections, c'est l'occasion d'être pris en compte en tant que citoyen, c'est aussi un moyen de reconnaissance. Certains mandataires publics semblent être plus enclins à se pencher sur les besoins des différentes populations lorsque celles-ci sont susceptibles de les élire ou les réélire. Dans les grandes villes, certains quartiers ont été délaissés parce que les personnes qui les occupaient n'étaient pas susceptibles d'agir sur le résultat des élections. S'il y a mobilisation, les élections peuvent conduire à une prise de considération plus importante. A Bruxelles, c'est 18 % de la population qui est concernée.

C'est tout sauf négligeable !"

Pas des attrape voix

Pierre Blaise : " Autre question à soulever au niveau des primovotants : celle de leur représentation dans les conseils communaux et donc celle de leur candidature. Je pense qu'il est difficile d'avoir des candidats et des élus très jeunes. On a connu des présidents de parti et des ministres

qui ont accédé à leur fonction tout en étant fort jeunes, mais il ne s'agissait pas de primovotants !

Que ce soit pour une personne d'origine étrangère ou pour un jeune, l'acte de poser sa candidature est une démarche difficilement concevable alors même que l'on vote pour la première fois. Sauf dans des cas assez rares où le contexte social ou familial a préparé le terrain. Se pose également la question de la motivation de la liste à accueillir tel ou tel candidat, représentatif d'une catégorie de la population. Faire valoir, attrape voix, spécialiste de son milieu ou de sa catégorie, ... ? Certains qui franchissent le pas craignent de se voir confinés dans un rôle qui limiterait leur action politique. Ils sont conscients de toute l'importance de pouvoir peser sur des décisions qui vont concerter tout le monde."



Le 24 mars 2006
Propos recueillis par Jean-Luc Manise

Les résultats des élections communales du 8 octobre 2000 sont disponibles dans le Courrier hebdomadaire du CRISP n° 1753-1754 & 1742-1743, 2002, par Etienne Arcq, Pierre Blaise et Vincent de Coorebyter.
www.crisp.be

Références utiles

38

Expositions, animations, spectacles, Cd-rom, jeux, afin de ne pas alourdir notre sujet par une liste exhaustive, nous avons choisi de vous présenter une sélection. Ces outils sont à la disposition des écoles et des associations qui le désirent. L'accent a été mis sur les outils s'adressant aux jeunes du secondaire supérieur. L'ensemble des références sont reprises sur le site du CESEP (www.cesep.be)

" Au cœur du labyrinthe institutionnel belge et européen "

L'exposition se compose de dix-huit panneaux et est accompagnée d'un dossier. Son objectif est de faire découvrir au travers de représentations schématiques les diverses institutions et les différents niveaux de pouvoirs belges et européens.

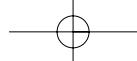
Où se la procurer ?
Démocratie Sans Frontière
Rue de Visé, 834 - 4020 Wavre
Tél : 04/370.06.04 - Fax : 04/370.06.34

Florence Darville, mars 2006

L'animation : " Apprentis citoyens "

La plate-forme "Apprentis citoyens" permet aux élèves, deux heures durant, de rencontrer des acteurs de notre citoyenneté. En effet, des jeunes issus des quatre formations politiques démocratiques peuvent se rendre dans les écoles afin d'aborder, avec les élèves de 5ème et de 6ème secondaire des sujets qui intéressent ces derniers. Loin de vouloir attirer les élèves vers une quelconque tendance politique, les jeunes répondent librement aux questions posées par les élèves. Il est également possible de leur proposer un sujet de discussion. J'ai assisté à deux animations et cette rencontre fonctionne très bien. Probablement parce que l'on ne passe pas par le monde adulte, ce sont des jeunes qui communiquent entre eux. Durant les discussions, on constate un réel intérêt des jeunes par rapport à la politique.

Comment prendre un " rendez-vous " ?
"Apprentis citoyens"
Tél. : 0475/947689;
Email : apprentiscitoyens@gmail.com



Articulations

Le spectacle " Cela ne changera rien ! (ou alors...)"

Déjà plus de soixante représentations, cette pièce de théâtre action parle joyeusement, et de manière impertinente, des élections communales et du droit de vote en particulier.

Où faire sa réservation ?

La Compagnie Maritime - Daniel Adam
Chemin de la Tourette, 7 - 7181 Feluy
Tél. : 067/87.83.54 - Fax : 067/87.83.54
Email : lacompagniemaritime@yahoo.fr
Web : <http://www.lacompagniemaritime.be>

Le Cd-rom :" Citoyenneté et démocratie "

Ce Cd-rom informe sur le système électoral belge et fournit des données relatives à la participation électorale aux législatives de 2003/2004. Dans le but de promouvoir la démocratie. C'est une action de sensibilisation aux élections en Belgique. Ce Cd-rom reprend également un nombre important de fiches relatives aux différentes institutions belges. Ce Cd-rom est très complet, il est peut-être un peu complexe pour le mettre entre les mains des élèves mais c'est une bonne source d'informations pour aider les "ambassadeurs" à préparer leur sujet.

Où l'acheter ?

Centre Régional d'intégration de Charleroi
Rue Tumelaire, 96
6000 Charleroi
Tél. : 071/20.98.60
Fax : 071/20.98.61
E-Mail : info@cricharleroi.be
Web : <http://www.cricharleroi.be>

Le jeu " Démocracy "

Un jeu didactique pour un groupe de 12 à 28 participants. Grâce à une mise en situation, le groupe apprend à connaître les principes de base d'une société démocratique en construisant une ville. Les participants découvrent la concertation, la culture du débat et le consensus. C'est passionnant ! A partir de 10 ans, 5ème primaire, mais ce jeu fonctionne très bien avec des plus âgés. J'y ai joué et je vous garantis que ce jeu fonctionne aussi très bien avec des adultes. Mais, il est important que la partie soit encadrée par un animateur meneur de jeu.

Comment y jouer ?

Centre de Contact de la Fondation Roi Baudouin
Tél. : 070/23.30.65
Email : proj@kbs-frb.be
Web: <http://www.kbs-frb.be>



Magasin du musée Belvue
Place des palais, 7
1000 Bruxelles
Tél. : 02/545 08 00
Fax : 02/502 46 23

Email : info@belvue.be
Web: <http://www.musbellevue.be>

"Le Rapport concernant la priorité participation des jeunes du Bureau International Jeunesse"

Ce rapport du BIJ, écrit en 2006 par Majo Hansotte, est destiné à la commission européenne. Il est très intéressant pour tous ceux qui se demandent quelle est la position des jeunes face à

l'engagement politique. Il fait le point des actions et des connaissances autour de la participation et de l'engagement des jeunes. Il livre également une analyse sur le sujet.

Où le trouver ?

Bureau International Jeunesse
Rue du commerce, 20-22
1000 Bruxelles
Tél. : 02/219.09.06

Et sur Internet?

Il y a une multitude de sites traitant de la démocratie et de la citoyenneté, nous en avons épingle quelques-uns. Certains sont liés à des actions et d'autres sont purement informatifs, ils fournissent de la documentation.

<http://www.espace-citoyen.be>

Espace Citoyen propose des dossiers pour mieux comprendre les grands enjeux du monde actuel, des activités pour se tenir au courant de ce qui bouge et des débats pour échanger et s'exprimer.

<http://www.vivelademocratie.be>

En prévision des élections communales d'octobre 2006, le secteur associatif de Wallonie et de Bruxelles se mobilise en lançant la campagne " Pour que vive la démocratie ". Pour lutter contre l'extrême droite, des associations , des ONG, des institutions, ainsi que des citoyens "individuels" ont signé un manifeste. Ce site propose également un répertoire très complet d'outils pédagogiques.

<http://www.creccide.org>

Le Carrefour Régional et Communautaire de la Citoyenneté et de la Démocratie est une a.s.b.l. d'éducation à une citoyenneté responsable et de promotion de la démocratie. Le C.R.E.C.C.I.D.E. met en œuvre tous les moyens susceptibles de diffuser et de rendre accessible à tous, la compréhension des principes de fonctionnement démocratique notamment de l'Europe, de l'Etat fédéral, des Entités fédérées ainsi que des Pouvoirs locaux. Une série d'activités sont proposées sur leur site.

<http://www.democouleur.be>

Démocouleur 2005-06 est le site de la campagne de sensibilisation d'Annoncer la Couleur. La démocratie, ce n'est pas que des mots. Démocouleur vous permet de prendre conscience, de réagir et de participer à une véritable expérience de démocratie.

<http://www.ciep.be/campagne>

Le CIEP (Centre d'Information et d'Education Populaire) a lancé la campagne " Viv'l'a commune " en vue des élections communales d'octobre 2006. Au menu " citoyen " : une valisette pédagogique comprenant dix fiches thématiques, un manuel d'animation, un manuel du militant et de la militante, et une série d'autres outils qui devraient permettre à chacun(e) d'appréhender l'enjeu communal pour une démocratie participative. En outre, une série de réunions et de manifestations diverses seront organisées en Wallonie et à Bruxelles via les CIEP régionaux afin de faire le bilan de la législature écoulée et de déterminer les revendications " citoyennes ".